Département Loire-Atlantique Arrondissement Saint-Nazaire Canton

Saint-Nazaire 2

Commune de T

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025 Publié le

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

ID: 044-214402109-20250924-DEL_20250924_23-DE

DU CONSEIL MUNICIPAL

Du Mercredi 24 septembre 2025

DEL 20250924 23

Nombre de Conseillers En exercice

Convention

financière avec

l'association DIWAN

pour l'accueil

des élèves

trianacais au titre de

l'année scolaire

2024/2025

Le Maire certifie que le

compte rendu de cette

De présents De votants

Objet:

29

24 L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre septembre, 25

Le Conseil Municipal de la commune de TRIGNAC étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur AUFORT, Maire

Etaient présents:

Acte publié et certifié exécutoire

Claude AUFORT - Dominique MAHE-VINCE - Jean-Louis LELIEVRE - Emilie Laurence **FREMINET** Hervé MORICE CORDIER Sébastien Denis ROULAND Myriam LEROUX WAIRY Stéphanie BURNEL - Eric MEIGNEN - Cécile OLIVIER - Benoît PICHARD Laurence DUPONT - Yannick BEAUVAIS Jessica **NICOLAS** – Thierno DIALLO – Jean-Pierre LE CROM **PICAULT** Mariorie GARCIA David PELON Francoise **HAFFRAY** Cécile NICOLAS - Michel CONANEC -

délibération a été affichée à la porte de la Mairie le

25 septembre 2025

Et que la convocation avait été faite le

17 septembre 2025

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement:

- Magali MACE a donné son pouvoir à Laurence FREMINET

Absents: Gilles BRIAND - Didier NOUZILLEAU - Aurélie LE GUNEHEC - Alain DESMARS

M. Hervé MORICE a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

L'école DIWAN de Saint-Nazaire a sollicité la commune, comme en 2024, pour participer aux frais de scolarité des élèves originaires de la commune de Trignac et scolarisés dans son établissement en 2024-2025.

Les écoles DIWAN sont sous contrat d'association avec l'Education Nationale. Dans ce cadre, conformément à l'article L442-5-1 du Code de l'Education, la participation des communes de résidence à la scolarisation des élèves dans un établissement scolaire de premier degré sous contrat d'association est devenue obligatoire, dès lors que ces dernières ne disposent pas d'un enseignement en langue régionale sur leur territoire.

Il est proposé au Conseil Municipal,

- D'approuver le principe de participer aux dépenses de fonctionnement pour les élèves de la commune de Trignac fréquentant l'école privée sous contrat d'association, DIWAN.
- De fixer pour sa participation aux frais de fonctionnement de DIWAN qui se situe hors de la commune, à 850€ par élève scolarisé venant de la ville de Trignac.
- La dépense sera imputée à l'article 6558 du budget principal.
- D'autoriser le Maire à signer les conventions de participations aux frais de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le

ID: 044-214402109-20250924-DEL_20250924_23-DE

VU la loi n°2019-791 du 29 juillet 2019 pour une école de la confiance,

VU l'article L442-5-1 du code de l'Education,

VU le Code Générale des Collectivités Territoriales,

VU la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 10 juillet 2020,

VU l'avis de la commission Education, Petite enfance, Enfance, Jeunesse en date du 11 septembre 2025,

VU l'avis de la commission Finances en date du 15 septembre 2025,

Considérant que cet enseignement n'est pas dispensé sur la commune,

Considérant le coût annuel de fonctionnement d'un élève de l'enseignement public,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE

- Article 1 : D'approuver le principe de participer aux dépenses de fonctionnement pour les élèves de la commune de Trignac fréquentant l'école DIWAN.
- Article 2 : De fixer pour sa participation aux frais de fonctionnement de l'école DIWAN qui se situe hors de la commune, à 850€ par élève scolarisé venant de la ville de Trignac.
- Article 3 : Dit que la dépense sera imputée à l'article 6558 du budget principal.
- Article 4 : D'autoriser le Maire à signer les conventions de participations aux frais de fonctionnement.
- Article 5 : D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne réalisation de cette délibération

Voix pour	22
Voix contre	0
Abstentions	3

Transmis à M. le Sous-Préfet le : Reçu par M. le Sous-Préfet le :

Retour en Mairie le :

Publié ou affiché le :

Pour extrait conforme

e Maire

Claude AUFORT